



# Déclaration CFDT au Comité Spécifique de Suivi du 9 novembre 2006

La CFDT revendique depuis le vote de la loi de décentralisation un cadrage national pour un accompagnement social des réformes. Malgré l'absence d'un tel cadrage, la CFDT a participé aux diverses réunions avec l'administration et s'est notamment investie au Comité Spécifique de Suivi.

Le constat que nous faisons est :

- aucune des propositions faites par la CFDT et qui pouvaient améliorer la situation des agents n'est prise en compte ;
- La circulaire du 27 octobre 2006 est trop restrictive et n'apporte pas les garanties demandées ;
- Aucun budget spécifique n'est prévu pour combler les surcoûts engendrés, sauf en partie par l'ISM avec tous ses défauts (niveau insuffisant, sous conditions et imposable) ;
- L'engagement du Ministre qu'aucun agent n'y soit de sa poche n'est pas tenu.
- Pire, des agents BERKANI vont être licenciés comme l'a montré la CCP BERKANI du 7 novembre 2006. L'engagement du Ministre qu'aucun licenciement ne soit effectué n'est pas tenu.

Enfin, la CFDT attendait des inspections dans les 16 services pour que les inspecteurs servent de médiateurs là où le dialogue social était bloqué.

Quelle mascarade ! Qu'on en juge :

- des inspections par téléphone dans certains cas
- aucun des rapports n'est diffusé aux syndicats

La DGPA n'a pas répondu à nos attentes loin de là, et semble totalement impuissante lorsqu'il s'agit d'arbitrer des conflits locaux dans l'intérêt des agents. Le cas de l'Aveyron est symptomatique de l'inefficacité volontaire ou non de l'Administration à régler des problèmes dont les solutions existent pourtant.

En refusant tout accompagnement social dans la mise en œuvre des réformes, l'administration prend la responsabilité de voir les maladies, les dépressions se multiplier. Nous espérons que la souffrance de certains agents ne les conduira pas à commettre l'irréparable.

Des agents envisagent aujourd'hui de se mettre en grève de la faim. La CFDT ne restera pas sans réagir. Constatant les blocages de l'Administration, la CFDT de l'Equipement:

- saisira sa Confédération pour qu'elle intervienne au plus haut niveau.
- saisira la presse et l'opinion publique afin qu'elles jugent de quelle façon sont traités les personnels dans notre ministère.

Dans ces conditions, la CFDT attend toujours un geste fort de l'administration.

Aujourd'hui nous préférons quitter cette réunion, qui ne servira à rien d'autre qu'à parodier un pseudo dialogue social.